

# Le Devoir

ISSN 0850-5500  
édité par  
GMT Pile à l'heure !

NOUVELLE FORMULE - ÉDITION DU JEUDI 10 JUIN 2021

Page 3

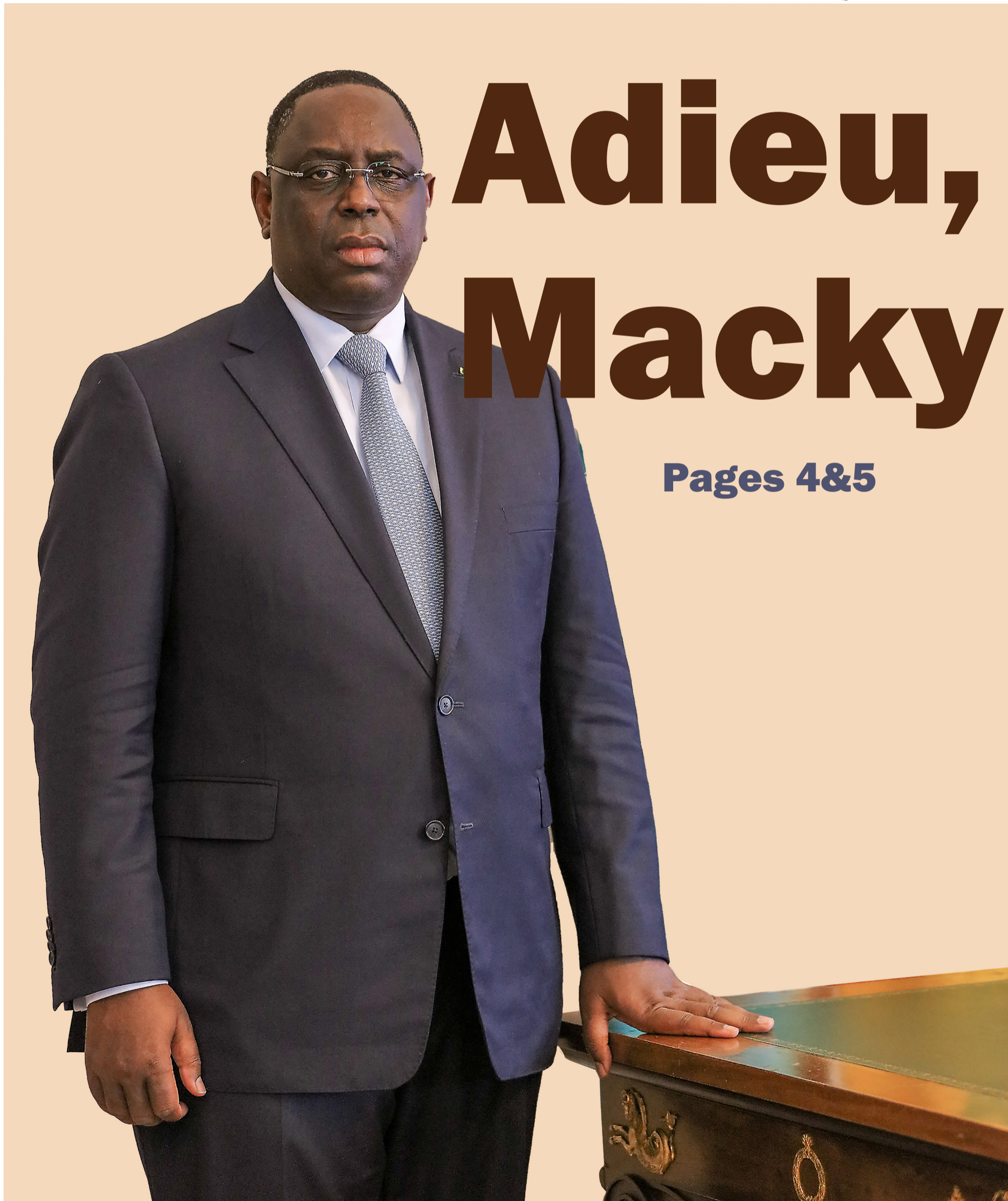
Adama, la dynamite  
de la dynastie Faye



## TOURNÉES ÉCONOMIQUES

# Adieu, Macky

Pages 4&5





## BALADE NOCTURNE

# Quand Liberté 6 bouge au rythme du couvre-feu qui n'est plus de mise

Pour eux, pas question de circuler au-delà de 22 heures : es embouteillages et l'insécurité à Dakar obligent certains Sénégalais à rejoindre tôt leur domicile. Plus de couvre-feu, mais les habitudes restent les mêmes

« Nous avons pris l'habitude de ne pas traîner en chemin depuis le couvre-feu. Certes, ce n'est plus à l'ordre du jour mais aujourd'hui, nous sommes obligés de presser les pas par sécurité : les agressions sont toujours d'actualité. Et vu que nous rentrons à Keur Massar à cette heure, nous sommes obligés de nous bousculer pour avoir une voiture. Ce qui reste très compliqué à pareille heure ».

Elles sont une dizaine d'étudiantes réunies sur le trottoir, guettant avec impatience un véhicule de transport en commun. Nous sommes au rond-point Liberté 6 sur la route qui mène vers l'échangeur «Sénégal émergent»

A 21 heures, Grand-Yoff présente une atmosphère différente de ce qu'on avait l'habitude de voir. C'est le calme. Depuis le marché de Liberté 6, les marchands plient bagages en errant, pour chercher des clients de «dernier moment». Le «garage» de taxis, «cars rapides» et «Tata» est sombre de clients qui attendent le transport qui leur convient. C'est la grande bousculade. « C'est à cause des embouteillages que les voitures peinent à faire plusieurs trajets. En temps normal, il pourrait ne pas y avoir de l'affluence, mais avec le projet de Bus Rapid transfert (BRT), difficile pour un chauffeur de faire aller-retour aussi vite ; du coup, les

clients sont obligés de se bousculer pour la première voiture disponible », explique le régulateur qui continue d'informer sur la direction que prennent des voitures : « Case baa-Case baa, Guédiawaye, Hamo 6 » crie-t-il.

Un peu plus loin, la station d'essence est occupée par quelques-unes des voitures. A côté, des boutiques fermées, la voiture de la police en position pour la patrouille et surtout pour la régulation de l'embouteillage.

La ligne 219, à vive allure, roule sur l'autre sens avec ses lampes éteintes informant sur son dernier départ. A cette heure, alors que la moitié des gens sont rentrés, les vendeurs de fruits restent très vigilants sur leur étalage.

A Hlm Grand Yoff, aux alentours de la poste, des voitures garées devant des maisons luxueuses informent sur le retour du patron. Ici, c'est une cité un peu sécurisée. Penchés par-dessus leur balcon, des adolescentes prennent tranquillement de l'air, assistant aux klaxons des taxis qui évitent la collision.

« Dévier est la solution. En prenant Hlm Grand Yoff pour traverser l'échangeur Sénégal émergent, je prends souvent la route qui mène à Grand Médine pour rejoindre le plus

rapidement le rond-point de la case. Ça me permet d'éviter naturellement les embouteillages, d'économiser de carburant et surtout de déposer les clients afin de pouvoir faire d'autres courses avant 23 heures », livre le taximan qui conduit à l'aise sur le son de Kiné Lam "Fodé Mamadou Souané".

A Grand Médine, l'ambiance est palpable, contrairement à Grand Yoff. Ici, c'est le concours de la plus grande boutique éclairée. Elles sont toutes ouvertes. Les vendeurs de café sont entourés de jeunes clients. Le terrain de sport occupé par les célibataires et quelques époux qui veulent encore «impressionner». Le marché reste en mouvement malgré l'aiguille qui veut rejoindre 22 heures. Il fait moins 45 minutes, 21h. Quelques jeunes hommes scotchés sur leur téléphone trainent encore aux alentours des boutiques dans les coins. Cette situation reste continue jusqu'au rond-point Case-bi des Parcelles assainies d'où il est difficile de faire la différence entre la nuit et le jour. On dirait un carrefour : c'est un carrefour. Ça ne dort pas ici. Malgré la présence de quelques policiers en garde, le rond-point refuse de l'occuper ou l'inculper.

Terminus, tout le monde descend !  
Cherifa Sadany Ibou Daba SOW



## ADMINISTRATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

## La cloche du retour aux sources

Lassés de se faire diriger par des intrus, des Sénégalais commencent à élever la voix pour demander que leurs destinées soient présidées par des autochtones



Doudou Kâ

Au nom de la démocratie, tout citoyen peut présenter sa candidature dans n'importe quelle localité du pays pour demander les suffrages de ses concitoyens, même pour les collectivités locales, notamment les mairies.

Cette situation fait qu'il n'est plus rare maintenant de voir des intrus arriver au sein des collectivités locales ou territoriales. Le cas le plus illustratif est celui d'Aliou Sall, devenu maire de Guédiawaye. Les dénonciations n'ont pas empêché sa candidature ni sa victoire.

Et de plus en plus, des voix s'élèvent pour dénoncer cet état de fait. C'est ce qui, en vé-

rité, est à l'origine de la colère d'El Hadj Malick Guèye, natif du Saloum et ancien maire de la commune de Latmingué contre Aminata Touré dont les proches ont annoncé la candidature à la mairie de Kaolack, au-delà de son soutien à l'actuelle mairesse, Mariama Sarr. « Lorsqu'elle était aux affaires, elle avait entretenu sa base dans la commune de Grand-Yoff, à Dakar. Démise de ses fonctions, elle avait migré vers Gossas à Fatick où les populations l'ont tout bonnement rejetée. Aujourd'hui, elle se tourne (...) vers le Saloum », a-t-il fustigé, estimant que cette démarche relève de l'opportunisme.

L'ancien très proche collaborateur d'Abdoulaye Wade ne se priverait pas de se présenter aux élections locales à Kaolack si l'occasion se présentait, nous renseigne-t-on.

A Adéane aussi, dans le département de Ziguinchor, des populations ont élevé la voix pour dénoncer la volonté agitée de Doudou Kâ de briguer un mandat pour la mairie.

Lire la suite à la page 6

**Le Devoir**  
ISSN 0850-5500  
édité par  
GMT Pile à l'heure!

Patte d'Oie Builders  
Immeuble Thales 3e étage  
+221 33 896 76 03

Directeur de publication

Pathé MBODJE

Rédaction

Pathé MBODJE,

Mame Gor NGOM

Charles SENGHOR,

Habib KA

Ndèye Fatou DIONGUE,

Fanny ARDANT

Khadidiatou GUEYE

Sadany SOW

Tidiane SÈNE

Infographiste

Alioune Khalil KANE

Metteur en page

Laay Gooto

Web

medhamo@hotmail.com (Design)

Administration

Tchalys

Nd Fatou DIONGUE



LOCALES 2022

# Mary Teuw Niane et Adama Faye, deux équations à résoudre pour le Macky

Le président Macky Sall a soutenu sans détours lors de l'inauguration de l'hôpital de Kaffrine qu'il n'accepterait aucune liste parallèle au sujet du choix des candidats pour les élections locales. Force est de constater que son appel est tombé dans l'oreille d'un sourd. Pis, l'instruction a été piétinée par son ancien ministre Mary Teuw Niane en concert avec son beau-frère Adama Faye.

Président du conseil d'administration de Petrosen et responsable de l'Alliance pour la République (Apr), Mary Teuw Niane a réitéré, dimanche dernier, sa candidature à la mairie de Saint-Louis, soulignant qu'il n'a pas besoin de l'aval du président Macky Sall. « Ma candidature à la mairie de Saint-Louis est irrévocable. Ma conviction est que les élections locales appartiennent aux populations. Donc le choix du maire de Saint-Louis est du ressort des Saint-Louisiennes et des Saint-Louisiens. Ça ne relève pas du président de la République à mon niveau », va-t-il faire savoir.

Mary Teuw Niane fera-t-il le poids face à Mansour Faye, actuel maire de Saint-Louis et qui sans doute bénéficie de la préférence du président de la République et des moyens de l'État ? Présentement ministre du Transport, Mansour Faye a été à un niveau dans un ministère qui est éminemment stratégique, celui du Développement communautaire et de l'équité territoriale et sociétale qui le mène à gérer beaucoup d'activités dans le cadre du gouvernement. Sans compter la Délégation générale à la solidarité nationale, là, c'est un instrument qu'il (Mansour Faye) pourra utiliser pour asseoir son emprise à Saint-Louis.

Mais ce qui est sûr est que l'universitaire a perdu le soutien de son mentor politique après sa déclaration. Surtout que le beau-frère du Président Sall fera le nécessaire pour bénéficier un deuxième mandat dans la capitale du Nord.

Alors le temps est venu pour l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Mary Teuw Niane, de prendre sa résolution et de s'assumer. Soit il décide de se déclarer

opposant, soit il se plie aux règles de son parti qu'est toujours celui du Macky.

Parce qu'il est tout à fait libre de postuler pour la mairie de Saint-Louis. Conquérir une mairie, ça anoblit un homme politique et lui confère une légitimité dans sa localité.

## La dynastie Faye-Sall, en déroute...

Un autre vent de rébellion a également soufflé à Grand-Yoff et va certainement fragiliser davantage l'Apr. Dans une lettre rendue publique, Adama Faye a craché du feu sur les directives du patron de l'Apr qui a donné l'ordre à ses « lieutenants » d'attendre son coup d'envoi en perspectives des élections de janvier 2022. Chose qu'il ne compte pas respecter.

« Monsieur le Président, grande fut ma peine de vous entendre demander à vos partenaires politiques de la coalition Benno Bokk Yakaar et à vos frères et sœurs du parti Apr de vous écouter et d'attendre vos décisions dans les différentes localités pour les élections locales de janvier 2022. Attention ! Non seulement trop de pouvoir tue le pouvoir, mais aussi le vôtre est temporaire. Le linge sale se lave en famille, dit-on, certes, mais il faudrait déjà que le chef de famille puisse accepter que dans la cour de la maison vivent plusieurs fils et filles aux caractères et objectifs différents, voire divergents. Votre liberté est celle de celui qui pense autrement. À la question nationale concernant vos mandats, vous avez eu la liberté de répondre par un ni oui ni non », a-t-il souligné dans sa note.

Deux déclarations qui certainement si rien n'est fait par le Macky vont mener le parti à la déroute...

Fanny ARDANT



adama Faye





## TOURNÉES ÉCONOMIQUES

**Les adieux d'Hector à Andromaque**

Des études et analyses pointues maintiennent Macky Sall au-delà de 2024 ; les tournées économiques aussi révèlent une volonté de survie que la raison rejette : le président fait un dernier tour du pays, ce qu'il n'aura plus l'occasion de faire d'ici son départ du pouvoir. Le désert noté en face avec un potentiel candidat d'envergure est irrecevable qui avait consacré en 2012 celui auquel personne ne s'attendait. Adieu, Macky !

Par Pathé MBODJE

À l'heure du bilan, Macky Sall devrait avoir le sourire : il aura surpris tout son monde pris de court ; par les infrastructures, il a réussi le pari de sortir le Sénégal profond de son confinement et répondu aux sceptiques qui limitaient le Sénégal à sa seule capitale : du Fouta à la Casamance, les tournées économiques entamées depuis le 29 mai dernier ont permis de vérifier certains engagements qui se vivaient déjà avec les plans de circulation de Dakar avec les infrastructures routières de 2020 qui se poursuivent, les structures hospitalières de dernière génération réalisées à Kaffrine, à Kédougou, à Matam, Sédhiou, Touba, ce qui en fait beaucoup en douze ans si l'on sait le coût minimum d'un hôpital, même de second niveau.

Certains y voient une tournée d'adieu, comme Moussa Teye littéralement accusé de meurtre comme l'affirme le chroniqueur de DMédia, par ailleurs président du Think tank Africa Worldwide Group.

Beaucoup arrivent en tout cas aux mêmes conclusions quant à la translation 2024-2011 développée par une étude interne menée avant les événements de mars 2021 : « 2024 pourrait être une translation de 2012 malgré les manifestations qui se déroulent actuellement au Sénégal et dans la Diaspora, reflet de la situation vécue en 2011/2012. Mais contrairement à 2012 où la veille avait conduit à une seconde Alternance après celle de 2000, ce régime est dans cette même dynamique qui fera de 2024 une translation de 2012 ».

Observateur averti de la scène politique sénégalaise, Vovo Bombyx renchérit : « Le scénario Macron » (émergence tardive dans le champ politique et victoire aux élections présidentielles) a une probabilité faible voire nulle de réalisation au Sénégal... N'oublions pas le grand principe politique que vous nous avez appris : l'élection présidentielle est la rencontre d'un homme et de son peuple... Un seul homme aujourd'hui dans le champ politique sénégalais va régulièrement à la rencontre de son peuple et sa stratégie se révélera efficace à l'arrivée...

(...) Un seul coureur a pris le départ de la course qui sera une course de fond, sans sprint à l'arrivée, et il aura même au moins un tour de piste d'avance sur ses adversaires dans le stade...

Les leaders des nouvelles alliances arriveront trop tard et les messages qu'ils porteront seront inaudibles... Les

psychologues et autres psychanalystes parleraient de messages subliminaux qui sont distillés sur une base quotidienne... » (Le Devoir du 07 juin 2021, page 2).

Sauf que mars et Koungeul en mai, pays profond, ont secoué les convictions les plus solides qui se vérifient dans le temps et l'espace sénégalais où le séjour du président de la République n'est pas sans heurt. Macky Sall avait cherché à les contourner en se relevant au plus vite après en se raccordant aux jeunes avec le forum du 22 avril et les tournées economico-politiques subséquentes pour tester sa popularité ; les résultats sont mitigés : sa logique d'ingénieur (génie) devrait faire le reste, l'homme tout court semble plus faire confiance à son cœur qu'à la raison. Les régulateurs sociaux apprécieront mieux la situation que lui pour l'incliner dans un sens qui ne soit pas celui accidentel de la Tour de Pise.

Macky Sall avait fait de ce mandat sa porte de sortie en appelant à la concertation le soir même de sa victoire, le 24 février 2019 : les instances de concertation se sont multipliées (dialogue social, politique, intercession du religieux, en particulier depuis 2017 avec l'inauguration de la grande mosquée Massalikul Jinaan) ; elles se sont poursuivies en secret et sous toutes les formes imaginables. Les résultats n'ont pas pu convaincre l'électorat de la sincérité des débats et tout s'est refermé devant le manque de visibilité des acteurs politiques rusant plus que de raison.

L'absence d'un adversaire avec relief, avancé pour faire contre mauvaise



fortune bon cœur avec le maintien de Macky Sall au pouvoir, passe sous silence la justification du choix des populations en 2012 quand elles ont jeté leur dévolu sur leur héros, et dénie pareillement la même logique et la même générosité pour un Khalifa Sall et un Ousmane Sonko, principalement : battre Moustapha Niass et Ousmane Tanor Dieng réunis (26 % contre 15 +11%) révèle la maturité de l'électeur peu convaincu par la roublardise, la ruse as-

simulée à l'intelligence qui a perdu Idrissa Seck. Macky Sall aussi qui n'a jamais compris la sacralité de la parole donnée dans une société de l'oralité. Le défi que lui lancent ses alliés au niveau des candidatures est une première réponse à celui que tout le monde conjugue désormais au passé : 2024 n'est pas une affaire juridique, comme 2012 ne l'était pas pour Me Abdoulaye Wade, malgré le 23 juin ; c'est une affaire d'esthétique.





# TOURNEES ECONOMIQUES-2024, MACKY PRÉSIDENT ! Il anticipe sur le Conseil constitutionnel et plaide sa propre cause pour un 3ème mandat

Anticipant sur le Conseil constitutionnel avec les tournées économiques, Macky Sall se fait l'ambassadeur itinérant ou l'envoyé spécial de sa propre cause sans emprunter les yeux de personne, les oreilles de personne. Il aura largement le loisir d'évaluer à sa juste valeur l'état d'esprit du Sénégalais lambda face à ses nouvelles entreprises, face à son offre politique actuelle pour faire accepter une légitimité de fait de sa candidature à la Présidentielle de 2024, engageant d'ores et déjà le combat avant le raccourci juridique du Conseil constitutionnel.

Par **Habib KA**,  
Bureau régional de Matam,  
Thilogne

Les tournées économiques du 29 mai au 02 juin 2021 dans les régions de Fatick, Kaolack, Kaffrine, Kédougou, Tambacounda puis celles du 12 au 19 juin dans celles de Saint Louis et Matam sont un test grandeur nature pour se faire une idée nette sur le degré de rupture ou d'engagement des populations derrière la personne du président Macky Sall. Il a besoin de ce bain de foule, de cette communion pour lire, en toute objectivité, dans le regard des transportés, des déplacés, habillés aux couleurs du parti, mobilisés pour un jour par les responsables locaux, s'ils sont dans les dispositions de lui prolonger un troisième mandat ou pas.

En effet, nombreux sont ceux qui, perdus dans les confusions des interprétations et les arguments fastidieux des palabres qui ne finissent pas, sont arrivés à se fixer sur une certitude : qu'il ait bien travaillé ou pas bien travaillé, le juste, c'est qu'après deux mandats successifs, il renonce de son gré à un troisième et cède le fauteuil à quelqu'un d'autre, au nom du principe de la continuité républicaine. Les explications ne manquent pas. Le Sénégal ne s'est pas fait en un jour et le pays regorge suffisamment de compétences capables de le propulser très haut sur des sphères de développement.

Ceci pour souligner que le deuxième mandat du candidat Macky Sall ne lui a pas porté seulement que du bonheur. Un événement aussi déstructurant que la pandémie de la Covid-19 est venu gâcher la fête en impactant sur la gouvernance quotidienne du pays, annihilant toutes ses stratégies, ses plans de développement économique, ses assurances avec les bailleurs de fonds internationaux. Puisque tous les pans des secteurs d'activité du pays sont frappés d'un confinement forcé, les services désactivés, les énergies et ressources productrices de plus-values déstructurées. S'y ajoute, pour mieux compliquer la situation, la suppression du poste de Premier ministre, l'instauration du régime du fast track dont l'efficacité administrative reste à prouver, le louvoiement autour d'un hypothétique troisième mandat qui devient le point focal de toute l'actualité quotidienne. Le parti se déchire, il se sépare de ses meilleurs amis et collaborateurs pour sceller de nouvelles alliances avec ses adversaires les plus irréductibles d'hier.

Depuis sa réélection en février 2019 donc, le pays ne vit que dans le marasme, au rythme d'une politique politicienne sur fond d'un hypothétique troisième mandat et d'une crise politique sans précédent en mars dernier, émaillée de violences meurtrières dans les manifestations.

Macky Sall, seul contre tous, pour se soustraire à cet immobilisme, situation très pernicieuse pour son régime, cherche à reprendre de l'initiative pour impulser un nouveau cours à la situation politique, la controverse autour de sa plausible can-

didature présidentielle pour un troisième mandat.

Il est en passe de le faire, en délocalisant les débats des salons feutrés des bureaux et des plateaux de télévisions pour le porter en milieu rural et lui imprimer un cachet populaire, ses réalisations servant d'arguments pour convaincre, appuyées par des tournées économiques dans tout le Sénégal, ainsi que des conseils présidentiels, des conseils des ministres décentralisés.

### Approche pragmatique

En effet, les tournées républicaines sont un mode d'approche pragmatique, même sur fond d'un populisme qui ne dit pas son nom, mais elles ont au moins l'avantage de faire bénéficier, pour la région ciblée, d'un diagnostic exhaustif des demandes pressantes des populations et de la localité en infrastructures, en politique sociale, sanitaire, scolaire.

Une approche didactique productive, une écoute humble des populations à la base pour cerner les préoccupations légitimes des administrés ruraux et apporter des solutions adéquates aux doléances du terroir. En quelque sorte, la tournée économique serait un moment d'évaluation des investissements publics réalisés et la prise de nouveaux autres engagements.

Le président de la république pouvait se suffire de la personne du ministre de la Santé et de l'Action sociale (MSAS), pour ce genre de protocole : des inaugurations d'hôpitaux ou des poses de première pierre ne sauraient justifier la présence effective d'un chef de l'État qui avait certainement mieux à faire. Mais s'il a voulu l'enrober dans une tournée économique, c'est pour lui donner tout son cachet politique, la raison première de son déplacement. En faisant cette tournée économique, Macky Sall se fait l'ambassadeur itinérant ou l'envoyé spécial de sa propre cause sans emprunter les yeux de personne, les oreilles de personne. Il aura largement le loisir d'évaluer à sa juste valeur l'état d'esprit du Sénégalais lambda face à ses nouvelles entreprises, face à son offre politique actuelle pour faire accepter une légitimité de fait de sa candidature à la Présidentielle de 2024, engageant d'ores et déjà le combat avant le raccourci juridique du Conseil constitutionnel.

Il est conscient que le Fouta est sa chasse gardée, son titre foncier, même si ses contradicteurs le lui contestent. Macky Sall, à lui seul, glane dans le Fouta, entendre département de Podor et région de Matam, 93,32 % du vote pendant que les résultats cumulés de ses concurrents vacillent autour de 6 %.

Le Dagana de Oumar Sarr, le département de Podor de Abdoulaye Daouda Diallo, Cheikh Oumar Anne, Racine Sy Ipress, Aissata Tall Sall ministre des Affaires Étrangères, Mountaga Sy, directeur général de l'APIX, la région de Matam avec le coordonnateur départemental Farba Ngom, l'argentier et homme d'affaires, Harouna Dia, le ministre

Lire la suite à la page suivante





## ADMINISTRATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES (SUITE)

Ces cas font légion au Sénégal.

De nombreuses localités sont aujourd'hui occupées par des intrus. Et de plus en plus, les populations autochtones réclament des maires de souche. Jugeant cette situation « désavantageuse » pour les autochtones, le grand Serigne de Dakar, Abdoulaye Makhtar Diop, et l'imam Ratib de la grande mosquée de Dakar ont exigé que les communes de Dakar soient occupées par des maires lébous. Comme il en avait été le cas il y avait quelques années en arrière : Mamadou Diop était à la ville de Dakar, Abdoulaye Makhtar Diop au Plateau de Dakar, Libass Seck à Cambérène...

Il y a quelques années en arrière, Dakar était tenue par des maires lébou.

Mais ce combat pour un retour des mairies aux mains des autochtones risque d'être un combat de longue haleine : la plupart des villes du Sénégal sont occupées ou sont convoitées par des « intrus ».

A Pikine, il y a Abdoulaye Timbo, oncle du président Macky Sall tout comme Guédiawaye dont les destinées sont présidées par son frère. L'ancienne capitale de l'Aof est toujours entre les mains de la famille présidentielle avec Mansour Faye, beau-frère de Macky Sall. La mairesse de Kaoalck est originaire de Koungheul. Aminata Touré qui convoiterait la même mairie viendrait de Gossas. De la même manière, l'homme d'affaire, Serigne Mboup qui nourrit des velléités de diriger la mairie de la capitale du Saloum, vient de Coky.

Charles Thialys SENGHOR



## Il anticipe sur le Conseil constitutionnel et plaide sa propre cause pour un 3ème mandat (suite)

de la justice Me Malick Sall, plus Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kédougou, Tamba, six régions sur lesquelles le chef de l'Etat peut compter pour faire un cadre et un maillage très dense pour sécuriser un électoralat fidèle à lui et placer dans les différentes communes ses hommes de confiance. C'est dire que Macky Sall n'a pas parcouru, ces deux semaines, les deux tiers du territoire sénégalais en vain : ces régions ciblées le sont en raison de leur apport électoral lors de l'élection présidentielle de février 2019 ; il avait recueilli dans ces zones les meilleurs résultats avec des pourcentages allant de 74 et culminant à 94% dans la région de Matam.

Des régions où les leaders politiques locaux sont bien calibrés et qui forment les remparts pour les Municipales et les Législatives en point de mire, en prélude à la Présidentielle de 2024 qu'il prépare minutieusement. L'opposition ne vient pas des partis conventionnels tel que celui de Me Moussa Diop de Jotna, ex-DG de Dakar Dem Dikk (DDD), des Patriotes de Pastef, mais des enfants de la région, de jeunes étudiants, des travailleurs, des sans-emploi qui ont comme armes et bagages le refus de se faire embarquer dans un «neddo ko bandum» divisionniste, ethnicisant, des promesses non tenues, des banderoles, des foulards et des brassards rouges, couleur que Macky Sall ne décrypte pas.

Il reste les zones où le président de la République est venu en-dessous de la barre des 50% : il s'agit de Dakar, Diourbel, Ziguinchor, Thiès, les plus grandes villes à fortes concentrations électorales où il faut agir avec finesse comme sur du papier millimétré. Avec Idrissa Seck, Macky Sall ira à la rencontre de Dakar et Thiès, Dakar qui regroupe les départements de Guédiawaye, Pikine, Rufisque et Dakar, où Macky Sall avait obtenu seul 48,90 % des voix.

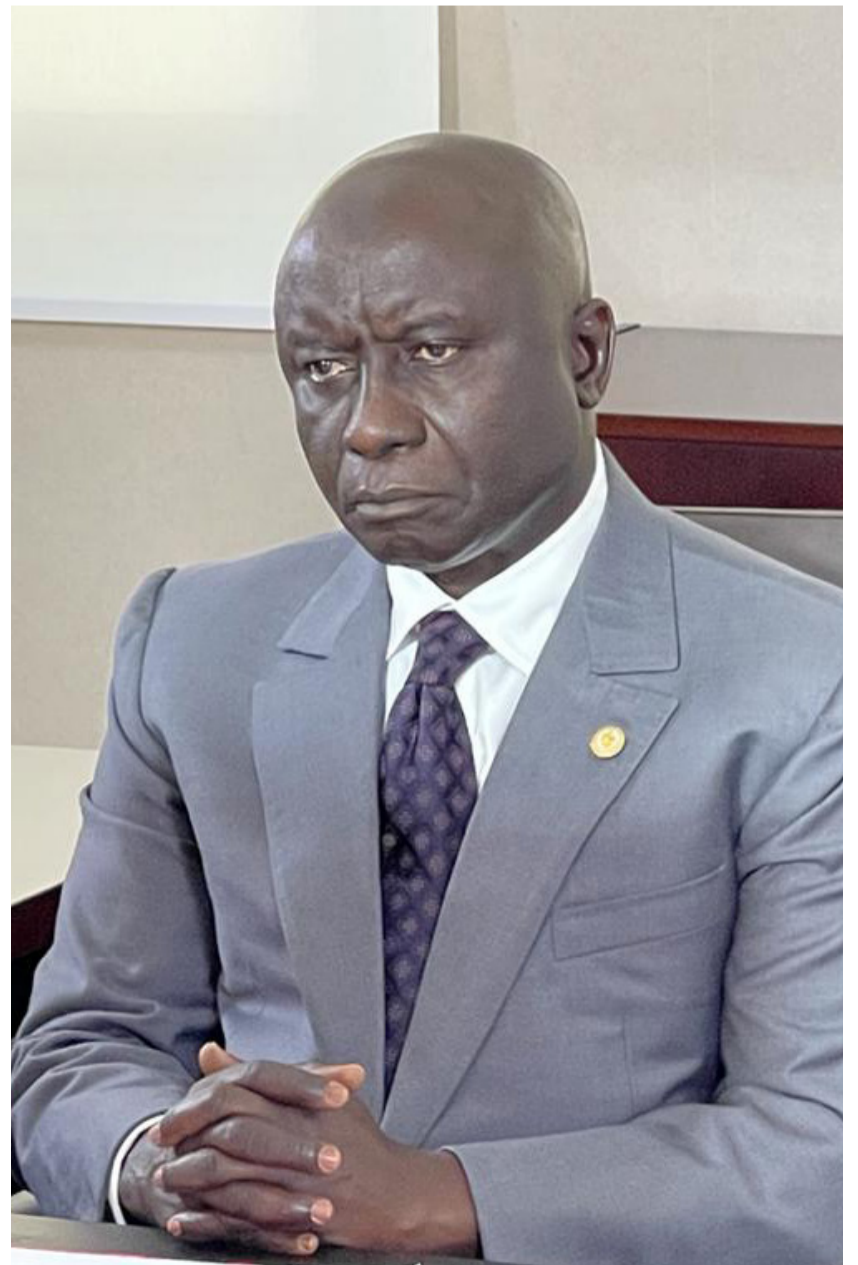
Avec sa nouvelle alliance avec Idrissa Seck, pourra-t-il enfin conquérir le cœur de l'électorat mouride ? La ville sainte de Touba avait accordé ses faveurs au candidat de la coalition « Idy 2019' avec 48,49 %, suivi par Macky Sall avec 40,21 % malgré tous ses efforts déployés à Mbacké, capitale du Mouridisme.

La tournée sur Ziguinchor, Kolda, Sédhiou, Bignona ne sera pas du tout du repos : malgré le soutien du président de l'Union des Centristes du Sénégal (UCS) et non moins maire de Ziguinchor, Ousmane Sonko venait largement en tête avec 57,25 % où il devançait Macky Sall crédité de 38,72 % ; toutefois, il arrive en tête dans la région avec 48,13 %. Vaincre le signe « sonkoen » pour essayer de rééquilibrer les forces en présence dans cette zone considérée à tort ou à raison bastion électorale de Guy Marius Sagna, de Ousmane Sonko semble être la première de ses tâches.

Abdoulaye Baldé, maire de Ziguinchor, n'a pas dit son dernier mot. La tour semble imprenable tant le leader des centristes tient la commune des mains de maître et fait tout son possible pour rendre la cité attractive, prospère.

Auparavant, le chef de l'Alliance pour la République (APR) et de la coalition « Bennon Bokk Yakaar » (BBY) a à calmer d'abord ses troupes et mettre fin à toute cette cacophonie de préséance politique autour des fauteuils municipaux. La plupart d'entre eux ne font que de la surenchère démagogique pour des cumuls de postes ou attendre d'être contents d'autres gains et avantages.

Il faut au président de la République régler tous ces préalables, pour se positionner en 2024 dans le débat du troisième mandat. Entre-temps, la situation s'éclaircira dans le camp de l'opposition, si elle est capable de résister et d'instaurer une troisième alternance.



## PASSÉ-PRESENT

# Prudence Crandall, militante du droit à l'éducation

Que faire lorsque, directrice d'école, vous recevez cette lettre d'une fille noire respectable professeure de religion et fille de parents honorables : « Madame Crandall, je veux continuer à m'instruire, assez si possible pour enseigner à des enfants noirs, et si vous voulez m'admettre dans votre école, je serai pour toujours votre obligée. Si vous pensez que ça peut vous nuire, je n'insisterai pas. » Est-ce manquer de prudence que d'accepter ?



Sarah Harris

Sarah Harris Fayerweather (April 16 1812-November 16 1878) was an African-American activist, abolitionist, and school integrationist. Beginning in January 1833 at the age of twenty, she attended Prudence Crandall's Canterbury Female Boarding School in Canterbury, Connecticut, the first integrated school in the United States.

In 1970, Fayerweather Hall, a dormitory on the campus of University of Rhode Island, was named for Sarah Harris Fayerweather. The Fayerweather Craft Guild, located in Kingston at the site of the Fayerweather family's former home and blacksmith shop, was also named in her honor.

Prudence Crandall (1803-1890) a en tout cas suscité le scandale en créant, dans le Connecticut, avant l'abolition de l'esclavage, une école destinée aux filles afro-américaines. Arrêtée, jugée, incarcérée pendant une courte période, elle finit par abandonner son projet devant les attaques physiques contre son école.

## La Canterbury Female Boarding School

Prudence Crandall naît le 3 septembre 1803 à Hopkinton, dans l'État de Rhode Island, sur la côte est des États-Unis. Elle est la fille d'Esther et de Pardon Crandall, un couple de fermiers quakers. A la New England Friends' Boarding School, elle étudie l'arithmétique, le latin, les sciences.

Les parents de Crandall déménagent à Canterbury, dans le Connecticut. Après avoir ses études, Prudence devient enseignante et obtient un premier poste dans une école pour jeunes filles, à Canterbury. En 1831, elle ouvre avec sa sœur Almira la Canterbury Female Boarding School, un internat privé qui s'adresse à l'origine à des jeunes filles de familles riches. Le cursus y est exigeant et l'enseignement dispensé à similiaire à celui des bonnes écoles de garçons ; la Canterbury Female Boarding School est par conséquent très en vue.

## Sarah Harris

En 1832, Sarah Harris, une jeune femme noire de 20 ans, fille d'un fermier afro-américain libre, demande à intégrer l'école. Dans une lettre au journal *The Liberator*, Prudence Crandall se rappelle la visite de la jeune femme en ces termes : « A colored girl of respectability a professor of religion and daughter of honorable parents, called on me sometime during the month of September last, and said in a very earnest manner, 'Miss Crandall, I want to get a little more learning, enough if possible to teach colored children, and if you will admit me into your school I shall forever be under the greatest obligation to you. If you think it will be the means of injuring you, I will not insist on the favor.' »

Prudence accepte. De nombreux notables de la ville, scandalisés, tentent de faire pression sur elle pour que Sarah soit évincée, mais Prudence tient bon. En réponse, les familles des étudiantes retirent alors leurs filles de la Canterbury Female Boarding School.

## Miss Crandall's School for Young Ladies and Little Misses of Color

Refusant de se laisser impressionner, Prudence Crandall décide alors de réserver son école à des élèves noires. Fermant l'école quelque temps, elle fait passer en mars 1833 une annonce dans le journal sympathisant *The Liberator* pour recruter ses étudiantes. Dès le mois d'avril, vingt jeunes filles venues du Connecticut mais aussi de Boston, de Providence, de New York, de Philadelphie intègrent la Miss Crandall's School for Young Ladies and Little Misses of Color.

Dans cette nouvelle école, les élèves étudient des sujets divers

comme la lecture, l'écriture, les mathématiques, la géographie, l'histoire, la philosophie, l'histoire, l'astronomie, ou encore des arts tels que le dessin, la peinture, la musique. L'enthousiasme et la satisfaction de Prudence à l'ouverture de cette école n'est cependant que de courte durée.

## Les attaques racistes

La réaction des citoyens de Canterbury à l'ouverture de la Miss Crandall's School for Young Ladies and Little Misses of Color est immédiate et hostile. Beaucoup de citoyens blancs s'érigent contre l'arrivée de Noires dans leur communauté, craignant en particulier des mariages mixtes. Devant le refus de Prudence Crandall de céder sous les avertissements, les menaces et de premiers actes de violence contre l'école, des comités se réunissent pour décider des mesures à adopter.

Dès le mois de mai 1833, le Connecticut adopte la « Black Law » qui interdit de diriger une école accueillant des étudiants afro-américains venus d'autres États, sans l'autorisation de la ville. Dès ce moment, toutes les portes se ferment à Prudence et à ses étudiantes. Les commerçants, les conducteurs de diligence, même les médecins leur refusent leurs services. Plus grave encore, des voisins empoisonnent les puits de l'école. Anna Eliza Hammond, l'une des étudiantes, est brièvement arrêtée. Malgré la gravité des attaques contre elles, Prudence et ses étudiantes tiennent bon et ne cèdent pas aux menaces, poursuivant l'enseignement dans des conditions très difficiles.

## Paroxysme de la violence

En juillet, Prudence Crandall est arrêtée et incarcérée une nuit, avant d'être relâchée en attente de son jugement. Arthur Tappan, abolitionniste new-yorkais, la soutient en lui faisant don de 10.000 dollars pour qu'elle puisse se payer un bon avocat. Après deux procès et un appel, Prudence est relaxée. En réponse, les violences des habitants de Canterbury redoublent. Des vandales brisent les vitres avec des barres de fer et, en septembre, l'école est incendiée. Craignant pour la sécurité de ses étudiantes et pour la sienne, Prudence ferme l'école dès le lendemain et ne retentera plus l'expérience.

La même année, Prudence épouse Calvin Philleo, un prêcheur baptiste, avec qui elle s'installe dans le Massachusetts puis à New York, à Rhode Island et enfin dans l'Illinois. A la mort de son époux en 1874, Prudence s'installe avec son frère Hezekiah dans l'Arkansas. Elle y meurt le 28 janvier 1890, à l'âge de 86 ans.

Le Connecticut abolit la Black Law en 1838. Prudence Crandall est aujourd'hui reconnue comme l'héroïne officielle du Connecticut.

Avec [www.histoireparlesfemmes.com](http://www.histoireparlesfemmes.com)



## LE GOÛT DU CHALLENGE RESTE À L'ÉLÉMENTAIRE



## L'intérêt accordé au rang ou à la moyenne oscille selon le niveau d'études

### Pour certains élèves, la moyenne est plus importante que le rang

Être premier de la classe a toujours été l'objectif de certains enfants à l'élémentaire. La concurrence corsait les rangs. Il s'agissait pour les enseignants d'un levier pour relever le niveau de la classe. Mais une remarque attire la curiosité : au fil des étapes du cursus scolaire, la tendance connaît une oscillation ; les élèves sont beaucoup plus préoccupés par la moyenne que par le rang. Quelques rares élèves s'intéressent encore au rang. Le motif de ce changement d'intérêt varie selon la situation.

En général, ce challenge d'avoir la meilleure note dans toutes les matières est plus présent dans les écoles élémentaires. Car la motivation stimulait l'effort que fournissent les élèves lors des examens.

Âgé de 11 ans, Arona Faye est un élève en classe de Cm1 dans une école privée. D'après ses parents, Arona a toujours été un bon élève. Il était le premier ou le deuxième de sa classe. «Quand on

me donne la fiche, la première chose à voir c'est le rang. Même ma mère, elle regarde le rang en premier. Si je ne suis pas dans les cinq premiers, elle regarde la moyenne», déclare Arona Faye. Pour lui, la moyenne est le secours pour échapper à la fureur de ses parents.

Avec des études très poussées, Maïmouna Ly a accordé, à l'élémentaire, une importance au rang. «A l'école élémentaire, le rang était primordial, car étant jeunes, on se mettait à l'esprit que si nous parvenions à être parmi les 3 premiers de la classe, nous sommes les meilleurs dans tout et au-dessus de tous», soutient Maïmouna. Par contre, selon cette dernière « au lycée, tel n'était pas le cas : être première ne veut pas dire être meilleure ».

Maïmouna avait changé de perception au fil du temps : « Par exemple, dans les examens, on voit un bon élève avec un bon rang à l'échec ; donc avoir la moyenne est la clé d'ouverture car

cela te permet de passer à la classe supérieure ».

Pour cette élève en classe de Première S2 au lycée Seydina Limamou Laye de Guédiawaye, être première de sa classe rendait ses parents fiers et très contents. C'est pourquoi, elle s'est intéressée au rang. «Mais quand je suis arrivée au lycée, le rang a perdu d'importance à mes yeux car c'est la moyenne qui est mise en exergue», avance Ndèye Sokhna Fall, élève en série scientifique. Elle affirme que dans son lycée les génies sont tellement nombreux qu'on chercherait à avoir une bonne moyenne que de se focaliser sur le rang.

Le schéma reste le même pour Malick Ndiaye, un étudiant en santé communautaire à l'université Alioune Diop de Bambey. Malick faisait beaucoup d'efforts à l'élémentaire car il se disait toujours que s'il se battait pour être parmi les premiers de sa classe, il aurait toujours de bonnes moyennes et il pourrait recevoir des cadeaux de la part du directeur de son école.

Malick affirme qu'il n'a jamais déçu ses parents sur ce point et ils étaient trop contents de lui. C'est le sentiment de ses parents qui faisait sa source de motivation. Loin d'en terminer, l'étu-

diant de l'université Alioune Diop de Bambey avoue : « Au lycée, ma mentalité a complètement changé sur ce point-là car je me disais juste que c'est la moyenne qui compte le plus ».

Il se rappelle la raison de ce changement de centre d'intérêt : « Je ressemblais plus un gamin jaloux qui se disait que je devais faire partie des meilleurs. Mais maintenant avec la maturité, je me suis dit que je vais suivre mon propre chemin d'études sans me soucier du rang des autres, l'essentiel c'est d'avoir une bonne moyenne pour passer en classe supérieure ». D'après Malick, ce changement est normal dans la mesure où au fur et à mesure qu'on grandit, la capacité intellectuelle connaît une maturité. Donc la seule préoccupation reste la manière de réussir dans la vie et non de concourir pour être le premier.

Les centres d'intérêt changent quand on atteint un certain niveau de maturité. Pour nos interlocuteurs, chaque chose a son temps : quand il est question de se démarquer des autres élèves, il faut le faire ; mais quand le nombre et le niveau de la classe ne permettent pas d'être le premier, le mieux serait de se trouver une bonne moyenne pour passer à la classe supérieure.

**Khadidiatou GUËYE Fall**